

NPD, je dirai très brièvement que nous aurions naturellement tous souhaité une unanimité qui aboutirait à un bill non seulement accepté par nous tous mais, encore mieux, un bill qu'on puisse présenter et promulguer rapidement pour mettre fin à toute indécision. Le leader du gouvernement à la Chambre n'y est pas parvenu, ce qui, à mon avis, est très important. A propos, on a dit que 191 pages du bill seulement ont été étudiées. Je dirai très respectueusement au très honorable représentant, et je le dis sans méchanceté, que c'est un peu présenter les choses sous un faux jour, car ces 191 pages contiennent la plupart des points-clés du bill.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Lambert:** Balivernes!

**L'hon. M. Jamieson:** Supposons que les progrès aient été accomplis à un rythme suffisant.

**M. Forrestall:** Pourquoi reste-t-il encore 500 pages?

**L'hon. M. Jamieson:** Je vais vous le dire: pour retenir le bill pendant neuf autres mois—neufs mois d'indécision.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Jamieson:** S'il a fallu à la Chambre trois mois pour étudier 191 pages, il est logique de prétendre qu'au même pas de tortue, nous serons ici encore pendant neuf mois pour étudier le reste du bill. C'est vraiment trop long pour laisser le pays dans l'indécision au sujet d'une mesure aussi importante que celle-ci.

**Des voix:** Bravo!

**M. Nowlan:** Joey Smallwood sait comment retarder les choses.

**M. l'Orateur:** Je ne saurais dire au juste qui a la parole. Je demande aux députés de donner au ministre des Transports (M. Jamieson) la chance de terminer son discours. Il ne lui reste à peu près qu'une minute.

**L'hon. M. Jamieson:** Ce serait pure folie de la part du député d'Annapolis Valley (M. Nowlan) de demander des sirènes de brume dans sa circonscription à l'avenir, car je sais qu'il n'en aura pas besoin.

Dans le temps qui me reste, puis-je rappeler à la Chambre brièvement l'étude approfondie qui a été faite de ces mesures depuis le premier jour où le très honorable représentant a nommé la Commission Carter. Il est vrai que nous pourrions prolonger le débat indéfiniment sur un grand nombre de ces questions, car on ne pourrait certainement jamais s'attendre à ce que la Chambre fasse l'unanimité sur l'ensemble d'une mesure de cette ampleur et de cette complexité. Le désaccord doit inévitablement survenir à un moment ou l'autre. Nous demandons seulement que la Chambre utilise une période de temps normale que nous croyons suffisante pour cette tâche.

En passant, je rappelle aux députés que la Chambre des communes du Royaume-Uni a pris six jours de débat pour décider de l'entrée dans le marché commun européen.

[L'hon. M. Jamieson.]

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Jamieson:** Je n'ai pas l'intention d'amorcer un débat sur ce point, mais permettez-moi de terminer en rappelant que si nous avons des responsabilités envers l'opposition qui, à juste titre, nous les rappelle sans cesse, l'opposition pour sa part a l'obligation envers le gouvernement de le laisser présenter son programme et d'en faire des lois. De toute façon nous sommes tous deux responsables envers le peuple canadien. Nous acceptons les conséquences de cette façon de procéder car nous sommes convaincus que les Canadiens veulent vraiment que nous fassions notre travail et c'est bien ce que nous essayons de faire.

**Des voix:** Bravo!

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Aujourd'hui nous voyons bien qui à la Chambre excelle à parler sur des questions inopportunes. Pendant dix minutes le ministre des Transports (M. Jamieson) n'a guère fait allusion à la motion ou à la question dont la Chambre est saisie. Il s'est égaré, semblerait-il, en suivant la piste d'un lièvre dont il avait parlé dans sa réponse au très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker). Il a fait mention de Machiavel. Personne à la Chambre n'est plus qualifié que lui, je pense, pour parler de Machiavel car il a été à bonne école, celle du premier ministre de Terre-Neuve. Le ministre des Transports aurait avantage à concentrer ses efforts sur le pétrin dans lequel se trouve aujourd'hui Terre-Neuve à cause de l'intransigeance du parti libéral qui refuse d'entendre la volonté des Terre-Neuviens.

**Des voix:** Bravo!

**M. McGrath:** Voilà en quoi consiste la démocratie libérale, monsieur l'Orateur. Nous voyons là un parti qui a été défait par la population de Terre-Neuve et qui, cependant, refuse de démissionner. Nous aurons une autre occasion de parler de cela avec le ministre, car nous le verrons à Sally's Cove.

Le ministre a parlé de la clôture, des objections de l'opposition à cette mesure, cette guillotine qu'emploie le gouvernement. En vérité, le très honorable représentant de Prince-Albert a mentionné que le bill sur l'article 75C du Règlement autorisant la clôture a lui-même été adopté grâce à l'imposition de la clôture. Pourquoi le gouvernement a-t-il été obligé d'imposer la clôture pour faire adopter l'article 75C? Parce que cet article nous répugnait tout autant alors qu'il nous répugne aujourd'hui. Le gouvernement qui a imposé la clôture pour modifier le Règlement de la Chambre il y a à peine quelques années prend aujourd'hui l'initiative inusitée d'imposer la clôture à l'égard d'un bill fiscal. Je doute qu'on puisse trouver un précédent dans toute l'histoire parlementaire britannique. Tout ce que je peux dire, c'est que l'arrogance du gouvernement actuel n'est surpassée que par le mépris qu'il manifeste pour le Parlement.

**Des voix:** Bravo!